

Colombie : la paix violente



Selon des organisations humanitaires, depuis janvier 2016 jusqu'au 30 juin 2018, quelque 311 leaders communautaires, indiens ou défenseurs des droits de l'environnement ont été assassinés en Colombie et les forces de sécurité de l'état se sont avérées incapables de freiner ce bain de sang ou, au moins, d'ouvrir des enquêtes sérieuses pour trouver les responsables intellectuels et matériels.

Les statistiques officielles de la police colombienne font état de moins de victimes mais ce n'est pas pour autant plus rassurant pour une société qui est sur le qui-vive à cause de cette paix violente.

Ces données indiquent que, depuis la signature des accords entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et les guérilleros des FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, en novembre 2016, 178 activistes ont été tués.

Au début de cette semaine, deux autres dirigeants communautaires ont été tués par des inconnus armés dont un dans le district du Cauca qui figure parmi les plus violents du pays.

Comme dans des cas précédents, les corps avaient des traces de torture, un autre élément inquiétant dans la vague d'attaques contre des leaders sociaux.

Mais ce ne sont pas les seuls dangers existant en Colombie où l'extrême-droite retournera au pouvoir en la personne d'Ivan Duque, filleul politique de l'ex-président Alvaro Uribe, considéré dans ce pays comme le père du militarisme.

L'on sait déjà que beaucoup des accords signés avec les FARC-AP seront vidés de leur contenu par les futures autorités ce qui laissera dans un limbe des questions comme la justice de transition, l'enquête sur les excès commis durant le conflit et la non-répétition ainsi que l'insertion des anciens combattants rebelles dans la vie civile et politique.

Plus encore, cette semaine a démarré avec la nouvelle selon laquelle plusieurs journalistes colombiens ont reçu des menaces de mort, ce qui est préoccupant aussi car, dans ce pays, ce secteur a été la cible d'attaques criminelles durant ces dernières décennies.

La journaliste de la revue « Semana », María Jimena Duzán, et plusieurs communicateurs de Radio Caracol et du site d'information et d'analyse « La Silla Vacía » ont été menacés par des groupes irréguliers comme les dites « Aigles Noires », liées à des organisations paramilitaires d'extrême-droite.

De nombreuses organisations sociales et des médias se sont adressés aux autorités pour que l'on enquête sur l'origine des menaces et pour que l'on assure la protection des journalistes.

Dans ce climat en rien pacifique, les conversations avec la seconde organisation de guérilla du pays, l'ALN, l'Armée de Libération Nationale, sont attrapées dans la terre à personne du changement de gouvernement.

L'incertitude et la crainte grandissent au sujet de ce qui pourrait arriver en Colombie où plus de la moitié des habitants sont nés, ont grandi et vivent en écoutant les tambours de la guerre, un son ténébreux qui ne semble pas avoir une fin proche.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/167149-colombie-la-paix-violente>



Radio Habana Cuba